

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 NOVEMBRE 2003

Délibération relative aux actions en justice N°2003-SAJ/03/I-1/CA

Vu la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive, et notamment ses articles 4 et 8

Conformément à l'article 9-12° du décret n°2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, le conseil d'administration approuve la délibération suivante :

Le conseil d'administration autorise le directeur général, qui représente l'établissement en justice conformément à l'article 13 du décret susvisé, à agir dans l'intérêt de l'établissement tant en demande qu'en défense, en cas d'urgence lorsque le conseil d'administration n'a pas pu être réuni dans des délais compatibles avec ceux de l'action en justice.

Les actions en demande engagées par le directeur général dans les conditions ci-dessus évoquées sont soumises à l'approbation du conseil d'administration lors de sa séance la plus proche.

Le directeur général informe régulièrement le conseil d'administration du déroulement et du sort des procédures pendantes.

Fait à Paris, le 14 novembre 2003

Le président du conseil d'administration,
Monsieur Jean-Paul DEMOULE